

Le néo-libéralisme

par René COURTIN,

Professeur à la Faculté des Lettres et des Sciences humaines de Paris (1).

★

Le néo-libéralisme n'est pas une orthodoxie. Les néo-libéraux sont assez différents les uns des autres. Albert Metin parlait autrefois du socialisme « selon les peuples ». Il est probable qu'il y a également un néo-libéralisme « selon les peuples ».

Le néo-libéral français se distingue de son homologue belge et probablement plus encore de son homologue allemand. Même parmi les néo-libéraux français, certaines nuances de pensée doivent être notées.

Il se trouve au surplus que les néo-libéraux ont un fondement philosophique qui n'est pas le même pour eux tous. Beaucoup de néo-libéraux sont en effet chrétiens, catholiques ou protestants ; d'autres sont rationalistes ; quelques autres enfin agnostiques. Les uns et les autres ne peuvent avoir la même conception du monde.

Aussi, en toute honnêteté, peut-on prétendre que le néo-libéralisme sert plus qu'un simple état d'esprit. C'est de cette question que je voudrais vous entretenir.

Vous me direz sans doute qu'il existe au moins une association où les néo-libéraux ont la possibilité de se rencontrer et d'harmoniser leurs pensées. Cette association est celle du Mont Pèlerin qui a été constituée au bord du Lac de Genève, à la suite d'un colloque Walter Lippman, il y a longtemps déjà. Cette association est aujourd'hui animée par des hommes tels que Willem Röpke et Hayek ; elle témoigne d'un grand dynamisme.

Je suis effectivement membre de la Société du Mont Pèlerin. Je dois néanmoins vous faire un aveu extrêmement pénible : si je paie régulièrement mes cotisations qui, du reste, sont extrêmement modestes, je n'ai jamais participé à un seul de ses colloques et cela pour une raison à peu près inavouable, c'est que la Société du Mont Pèlerin tient

malheureusement ses congrès au mois de septembre qui, pour moi, est le mois sacré des vacances. Mon individualisme est ainsi responsable du fait que je ne sois pas en état, ce soir, de vous parler pertinemment du néo-libéralisme.

Cependant, j'ai le privilège d'être lié d'amitié avec la plupart des néo-libéraux français et, en conséquence, j'espère ne pas trop trahir leur pensée. Par les conversations que j'ai eues avec eux, je suis convaincu que mes opinions n'étaient pas trop différentes des leurs et, plus particulièrement de celles de mon collègue et ami Maurice Allais, l'un des porte-drapeaux du néo-libéralisme.

La pensée des néo-libéraux s'appuie d'abord sur une vision générale du monde et s'exprime dans des programmes positifs, l'un de caractère économique, l'autre de caractère politique.

I

La vision que se font les néo-libéraux du monde et de la société n'est pas — il faut bien le confesser — une vision neuve. C'est une vision déjà très ancienne, conforme à celle des premiers libéraux, à celle notamment des physiocrates et d'Adam Smith. Je voudrais la définir comme suit : lorsqu'on cherche à expliquer les faits naturels, ceux-ci apparaissent liés entre eux par des phénomènes de causalité. L'explication scientifique ne connaît que des liens de causalité. Mais ces liens de causalité se combinent entre eux d'une façon telle qu'ils suscitent en fait un équilibre qui appelle irrésistiblement l'idée d'harmonie. Cette harmonie évoque à son tour la notion d'un ordre pré-établi, c'est-à-dire la notion de finalité.

(1) Communication faite le 10 décembre 1958.

La formule saisissante d'Adam Smith est restée celle de tous les libéraux : « L'homme est poussé par une main invisible à promouvoir un résultat qui n'était pas dans ses intentions ». Je pense que c'est l'immense mérite des premiers libéraux d'avoir perçu, parmi les premiers, cette réalité qui, me semble-t-il, a été retrouvée depuis dans bien d'autres domaines et qui constitue — il faut bien le reconnaître —, le grand mystère du monde.

Je crois qu'en ce milieu du XX^e siècle, il est impossible de ne pas invoquer le principe de finalité. J'en veux donner deux exemples.

1) Les physiciens percent chaque jour davantage les mystères de l'atome et de la molécule.

Cette structure de l'atome et de la molécule s'explique par un jeu de forces. Ainsi le mystère paraît se dissiper. Mais il se reconstitue aussitôt parce qu'aucune analyse n'est à même de nous faire comprendre pourquoi il se trouve que, justement, les forces qui sont dans l'atome et dans la molécule sont telles qu'elles suscitent un équilibre.

2) Cette finalité qui s'observe dans *ce qui est*, s'observe peut-être d'une façon plus nette et plus frappante encore dans *ce qui devient*. En suivant l'évolution de la manière vivante, le biologiste lui découvre des explications causales. Evidemment, des lacunes subsistent. On a l'espoir de les circonscrire et de les combler les unes après les autres. Mais je pense que même lorsque ce travail aura été effectué et que tous les chaînons qui constituent cette longue chaîne auront été reconstituées, on se trouvera en présence de la même interrogation. Pourquoi ces enchaînements sont-ils tels qu'ils aboutissent à un équilibre mouvant, caractérisé depuis l'apparition de la vie par une différenciation progressive ? On n'aperçoit pas de rapport intelligible entre la nature des forces qui sont en jeu et le résultat auquel ces forces aboutissent.

Certes, je suis loin d'ignorer toutes les exagérations auxquelles a donné lieu le finalisme qui, vous le savez, au dix-huitième siècle notamment, a passé les bornes du ridicule. Nul ne croit plus aujourd'hui avec Bernardin de Saint-Pierre que le melon présente des côtes pour être mangé plus facilement en famille et je comprends l'humour noir de cet illustre libéral qu'est Don Salvador de Madarga lorsqu'il pose l'interrogation suivante : « Commentez du

point de vue du ver de terre, ces deux vers de Racine :

« *Aux petits des oiseaux, il donne leur pâture* »
« *Et sa bonté s'étend sur toute la nature.* »

Il n'en reste pas moins qu'un homme comme Paul Valéry qui, certes, n'était pas dupe, affirmait lui-même que le monde ne serait pas pensable si l'on n'admettait pas le finalisme. Le néo-libéral est donc persuadé que le monde est dominé à la fois par un principe d'harmonie et par un principe d'émergence qui le fait progresser.

C'est bien parce qu'il est pénétré de cette harmonie et de cette émergence que le libéral est porté à faire confiance à ce qui est naturel. Entre une solution libérale et une solution autoritaire qui, a priori, se présente sur le plan technique comme devant avoir des résultats à peu près équivalents, d'instinct, le libéral choisit la première. Lorsqu'il ne voit pas très bien devant un problème posé comment trouver la solution, il a tendance à attendre parce qu'il a peur, en agissant trop vite, d'empêcher des forces qu'il ignore de se manifester. Il a toujours l'idée plus ou moins diffuse que cette force existe et que, probablement, elle sera efficiente.

Pourtant, le néo-libéral se distingue du libéral, son prédécesseur, en ce qu'il ne refuse pas à la collectivité toute possibilité d'agir. Cette intervention lui paraît justifiée dans deux hypothèses :

D'abord celle dans laquelle un équilibre est bien obtenu mais apparaît injuste et peu satisfaisant. Le néo-libéral estime en ce cas que l'intervention est légitime pour réaliser un autre équilibre meilleur et plus juste.

Un devoir d'intervention se manifeste également lorsque l'équilibre n'est pas spontanément atteint. Là encore une comparaison s'impose : dans le corps humain, les cellules sont normalement en équilibre, mais parfois, certaines d'entre elles se mettent à proliférer de façon pathologique. De même, dans le monde économique, on voit apparaître, ce que nous appelons, dans notre jargon, des mécanismes cumulatifs présentant un caractère essentiellement pervers. Telles les fluctuations économiques et les périodes de chômage qui en sont la conséquence.

Aussi, de la même façon que le médecin et le chirurgien luttent contre le cancer, l'homme d'Etat et l'économiste ont le devoir de lutter contre les fluctuations économiques et le chômage.

Mais, direz-vous, voilà une porte d'abord fermée que vous venez d'ouvrir bien largement. Tout le dirigisme ne va-t-il pas s'engouffrer au travers des deux exceptions que vous venez de formuler ?

Pareille crainte serait injustifiée.

Le néo-libéral n'accepte d'intervenir que lorsque des arguments techniques irréfutables peuvent être invoqués en faveur de l'action.

Mais il n'emploie pas indifféremment n'importe quel moyen ; il ne recourt pas à n'importe quelle technique. Il rejette avec horreur les méthodes qui, par leur principe même, ne permettent pas un retour à l'équilibre. Il repousse les méthodes qui ne suppriment pas le déséquilibre, mais le maintiennent en prétendant le dominer par un appareil de contrainte ; et également celles qui prétendent supprimer un déséquilibre en en créant un autre à côté. En pareil cas, l'intervention devrait être continue ou tout au moins se poursuivre pendant une très longue durée et le libéralisme, en fait, serait abandonné.

Il y a donc, je pense, une logique de la pensée néo-libérale, tant dans le domaine économique que dans le domaine politique, tant pour ce qui se rapporte aux principes que pour ce qui a trait aux règles d'action. C'est l'application de la doctrine néo-libérale dans ces deux domaines que je voudrais maintenant esquisser.

II

Commençons par l'économie. Le néo-libéral est d'abord un économiste. Le caractère bienfaisant des mécanismes spontanés a été contesté en bien des domaines. Je n'en citerai ici que deux : le domaine de la répartition des biens et celui de l'emploi. J'ai choisi ces deux domaines parce qu'ils correspondent aux deux types d'interventions possibles que je viens de décrire.

A l'égard de la répartition, l'équilibre serait défectueux. A l'égard de l'emploi, cet équilibre ne serait pas du tout atteint. Dans les deux cas cependant, la vision d'ensemble des néo-libéraux demeure optimiste. Mais ils acceptent aussi certaines interventions dont il y a lieu de préciser la portée.

*
**

En matière de répartition, il ne fait aucun doute que l'évolution s'est opérée dans un sens tout à fait favorable que ne prévoyaient justement pas les premiers économistes classiques, c'est-à-dire les premiers libéraux. Dans un tel domaine le néo-libéral sera donc plus optimiste que son prédécesseur.

Au début du 19^e siècle, à la suite de Malthus, les économistes étaient persuadés que le salaire de l'ouvrier ne parviendrait jamais à dépasser ce que nous appelons aujourd'hui le minimum vital. C'est sous l'égide des libéraux que le principal de leurs adversaires, Karl Marx, devait trouver les armes les plus redoutables contre le capitalisme. Pour Marx, la société est appelée à se diviser en deux classes, la classe des capitalistes, toujours moins nombreuses mais composée d'individus de plus en plus riches et une classe de prolétaires, toujours aussi misérables mais de plus en plus nombreux.

L'évolution qui s'est observée depuis les années 1850, c'est-à-dire depuis plus d'un siècle, a été exactement inverse. L'inégalité a diminué à la fois parce que le revenu des classes pauvres a augmenté et que le revenu des individus les plus riches a diminué.

Il est malaisé malheureusement de mesurer l'abaissement du niveau de vie des riches et la comparaison des salaires réels dans le temps pose des problèmes qu'aucune méthode statistique n'est parvenue à surmonter. D'autre part, il est très malaisé de faire entrer sous un dénominateur commun l'amélioration qui résulte de la hausse des salaires réels et celle qui est imputable à la diminution de la durée du travail et à l'accroissement des loisirs. Selon la méthode statistique que l'on adoptera par convention, on aboutira à des résultats différents.

Néanmoins, les chiffres statistiques sont largement concordants. Tous témoignent d'une élévation considérable qui, selon les bases que l'on choisit, va du simple au double, voire au triple pour des pays comme les nôtres, depuis le milieu du 19^e siècle.

En même temps, il y a eu diminution dans l'inégalité des revenus. Dans son livre récent « Révolution à l'Ouest », M. Jean Fourastié cite un exemple tout à fait frappant : il compare les deux

revenus les plus élevés touchés aux États-Unis, en 1900 et en 1950. C'étaient M. Carnegie en 1900 et M. Charles Wilson, Président de la General Motors Cy. en 1950.

Mesuré en salaire d'ouvrier moyen de l'époque, le revenu de M. Carnegie représentait celui de 100.000 travailleurs. Je dis bien 100.000. Celui de M. Charles Wilson n'en représente plus que 42. Un éventail s'est donc resserré dans la proportion de 3.381 à 1. Ce resserrement est essentiellement dû à deux causes : l'évolution naturelle, dont se réjouissent à la fois les libéraux et néo-libéraux, due à la transformation spontanée des conditions de vie et l'évolution de la législation fiscale, c'est-à-dire la substitution de l'impôt progressif à l'impôt proportionnel.

C'est ici que nous voyons apparaître une différence très sensible entre le libéral et le néo-libéral. Le néo-libéral est certainement beaucoup moins systématique que son prédécesseur d'il y a cinquante ans. Le bouleversement du système fiscal suscita non seulement des protestations mais aussi l'indignation même de tous les libéraux. Au contraire, les néo-libéraux estiment qu'une certaine redistribution du revenu, heureuse sur le plan social, n'est pas néfaste du point de vue économique, lorsqu'elle sauvegarde l'incitation à produire dans une proportion suffisante. En conséquence, ce n'est pas le principe de la redistribution des revenus qui sera critiqué par le néo-libéral, ce seront seulement les modalités de son application éventuelle. Le néo-libéral se demande à cet égard si, déjà, la mesure convenable n'a pas été dépassée dans certains pays et notamment en Grande-Bretagne.

Ceci me conduit à définir le type d'intervention accepté par les néo-libéraux. Ils sont très fermes pour demander que les mesures d'intervention présentent un caractère général nécessaire au maintien des équilibres partiels. A cet effet, un bon exemple est fourni par les réformes agraires.

L'existence des latifunda en Europe centrale et orientale n'était pas le fruit d'une évolution économique spontanée. Elle n'affirmait pas la manifestation de la supériorité de la grande exploitation agricole sur la petite. Elle était la simple consécration du passé, d'un passé de violences, de conquêtes, de distribution d'apanages. Aussi les néo-

libéraux n'ont-ils pas d'objections à opposer aux réformes agraires sous la double condition que :

1° Les anciens propriétaires reçoivent une indemnité, car tous les droits acquis, même s'ils ont été, dans le passé, des droits mal acquis, doivent, malgré tout, être respectés ;

2° Que le partage n'aboutisse pas à la création de ce qu'on appelle aujourd'hui des « microfundia », aussi anti-économique que les latifundia.

Les néo-libéraux, par contre, condamnent la collectivisation forcée des terres, qui a le double inconvénient de rétablir en fait le servage et de réduire, dans des proportions gigantesques, la productivité.

Le rapport de la population agricole russe à la population active est considérable, 43 % en 1956 selon les Russes eux-mêmes, alors qu'aux États-Unis, il est seulement de 10 %. Cependant, quoique la fonction agricole soit quatre fois plus importante en Russie qu'aux États-Unis, en U.R.S.S., malgré les tracteurs innombrables, malgré les moissonneuses-batteuses, malgré l'amélioration des espèces végétales et animales, malgré les défrichements en Sibérie, les rations alimentaires sont aujourd'hui encore extrêmement faibles. Il semble même qu'elles soient plus faibles qu'elles ne l'étaient en 1913. Aux États-Unis, au contraire, pays de propriété et d'exploitation individuelles, malgré un niveau de vie cinq à six fois plus élevé, le consommateur américain n'arrive pas à absorber tout ce qui lui est offert. Les Américains sont ainsi conduits soit à distribuer gratuitement leurs excédents, soit à les écouler à l'étranger, hélas à des prix de dumping, soit même à réduire la surface cultivée.

Cette observation me donne l'occasion de rappeler que, adversaires du collectivisme, les néo-libéraux sont aussi adversaires de toutes les réglementations qui freinent le développement économique. En agriculture, ils estiment que les mesures qui sont prises dans la plupart des pays et qui maintiennent artificiellement un trop grand nombre d'agriculteurs à la terre sans parvenir, du reste, à améliorer leur niveau de vie, sont certainement néfastes. Elles ne servent pas les agriculteurs eux-mêmes.

Ils condamnent avec la même énergie toutes les mesures d'intervention qui réduisent la liberté des

particuliers et portent préjudice à la fois aux situations individuelles et à la structure sociale. En France, c'est malheureusement le cas du statut du fermage et du métayage dont nous avons été gratifiés au lendemain de la libération. C'est le cas aussi du statut de la propriété commerciale. C'est le cas enfin de la législation d'exception contre les grands magasins, dont vous avez, je crois, le correspondant en Belgique.

*
**

J'en arrive maintenant au deuxième point qui est plus complexe, le problème de l'équilibre lui-même.

Comme je vous l'ai signalé, la critique de l'ordre économique ne porte pas seulement sur le fait que certains équilibres sont défectueux ; elle concerne le fait beaucoup plus grave, selon lequel, en certains cas, l'équilibre lui-même ne serait pas du tout assuré. Alors que l'inégalité des revenus a été la grande préoccupation et le grand souci des libéraux du 19^e siècle, les fluctuations économiques sont devenues le centre des préoccupations, au 20^e, tant du côté des libéraux que de celui de leurs adversaires.

Jusqu'en vers 1930, les adversaires du libéralisme critiquaient ce système au nom de la justice, non pas au nom de l'efficacité. C'est la grande dépression consécutive à la crise de Wall-Street du 23 septembre 1929 qui a porté le débat sur le terrain des fluctuations économiques. Les libéraux avaient toujours assuré qu'aucun système autre que le leur n'était aussi favorable au développement de la production. Mais voici que, brusquement, on assiste à l'engorgement général des marchés. Les usines s'arrêtent faute de clients. Le café, invendable, est brûlé au Brésil dans les locomotives. Le blé est dénaturé. Le vin est transformé en carburant. Mais le plus grave est le développement universel du chômage. Les travailleurs ont beau offrir leurs bras ; personne n'est disposé à les engager. Aux Etats-Unis, en 1932, on a compté, selon des statistiques, il est vrai peu sûres, de 12 à 14 millions de chômeurs. En Angleterre, le chômage a touché 23 % de la population active et, en Allemagne, la proportion est montée à 30 %. Dans une large mesure, ce désastre explique l'aventure hitlérienne. Ces événements ont, pour beaucoup, apporté la preuve irréfutable que le

système économique, loin d'être harmonieux, était profondément vicié dans sa nature même. Le système économique libéral sombrait dans ses contradictions et la vision de Marx apparaissait justifiée.

Il est sûr que cette grande crise a pesé profondément sur le subconscient des Occidentaux. Elle est à l'origine, je crois de l'extraordinaire faiblesse dont, au lendemain de la guerre, ils ont témoigné à l'égard de la Russie. Yalta et Postdam sont, dans une certaine mesure, la conséquence de notre complexe d'infériorité à l'égard d'un système autoritaire qui, à bien des égards, nous est odieux mais qui, au moins, est arrivé à protéger les travailleurs contre le chômage.

La confusion des libéraux a été à son comble lorsque, s'attaquant au fond du problème, John Maynard Keynes a affirmé et prouvé que les réactions du système économique n'avaient aucune raison de susciter un équilibre de plein emploi. Sur ce point, vous m'excuserez de faire un peu de technique. Tout en étant à la fois trop précis et trop vague, trop long et trop bref, je ne me sens pas le droit, en tant qu'économiste, de négliger un problème qui, à mes yeux, est fondamental pour la compréhension des attitudes néo-libérales.

Les classiques avaient postulé, à vrai dire, plus qu'ils ne l'avaient prouvé, que les ajustements de la société économique s'effectuaient toujours dans le cadre du plein emploi. Au contraire, selon l'interprétation Keynésienne, la marche de la société économique est réglée par le jeu de trois variables indépendantes qui ne réagissent les unes sur les autres que par le gonflement ou la contraction du revenu national.

A partir du moment où cette vision des choses est acceptée, il est bien évident qu'il n'y a plus aucune espèce de raison pour que l'emploi effectif coïncide avec l'emploi total.

Le plein emploi ne correspond plus, dans le système Keynésien, à une situation normale ; il n'est plus qu'un hasard heureux et même un hasard qui a de moins en moins de chances de se rencontrer.

En effet, la société s'enrichit progressivement. Sous le poids des progrès passés, notre marge d'investissements diminue. En effet, à cause de l'enrichissement de notre société, nous consommons une portion de plus en plus faible de notre revenu. Ainsi existe-t-il un décalage entre l'épargne qui se

forme et les possibilités d'investissements : cet argent se stérilise ; il bloque tout le système et, du même coup, le revenu national se contracte. Selon le système Keynésien, le sous-emploi ne peut être combattu que par l'intervention de l'Etat. Celui-ci doit constamment lancer des revenus supplémentaires dans le circuit. Cette intervention est nécessaire parce que les capitaux ont tendance à s'immobiliser. C'est dire que la philosophie libérale, d'une part, et la politique libérale d'autre part, sont l'une et l'autre condamnées.

Il est remarquable qu'avec une présentation rajeunie, Keynes reprenne presque textuellement, mais avec un éclairage nouveau, la vieille argumentation marxiste, selon laquelle, précisément en raison de la division de la société en classes, les capitalistes n'auraient pas la possibilité d'utiliser tous leurs revenus. Ils sont trop riches pour tout consommer ; ils épargnent sans doute. Mais ils ne peuvent pas tout investir parce que les classes prolétariennes sont trop pauvres pour pouvoir acquérir les marchandises qui justifieraient de nouveaux placements.

La conception de Keynes est évidemment un peu différente de celle de Marx. Ce n'est pas l'enrichissement de quelques-uns qui est responsable de nos difficultés ; c'est l'enrichissement de la société tout entière qui l'est.

Ces précisions, si techniques soient-elles, sont fondamentales. Si Keynes a raison, il faudrait reconnaître qu'il n'y a pas de néo-libéralisme possible. Le néo-libéralisme ne serait qu'une position d'attardé qui refuse de s'incliner devant la réalité scientifique.

Pourtant, j'en suis persuadé, Keynes s'est trompé. Certes, la régulation de plein emploi est assez déficiente dans la courte période ; elle redevient décisive dans la longue période. Jacques Rueff a notamment montré comment les mécanismes de crédit permettent la réalisation d'une régulation à prix constant. En Grande-Bretagne, Pigou, reprenant une idée ancienne et diffuse dans l'œuvre de ses prédécesseurs, a établi que, même à défaut de toute l'élasticité monétaire, la baisse des prix suscite le gonflement des encaisses nominales. Le gonflement des encaisses réelles est plus important encore et ce gonflement suscite un accroissement de la demande. En conséquence, le plein emploi se réalise de nouveau.

Dans cette perspective, la grande dépression des années 1930 apparaît non pas comme la conséquence d'une structure fondamentalement vicieuse, mais comme le simple fruit d'une accumulation de maladresses dans le domaine de la monnaie dirigée.

Cependant, à l'heure actuelle, les néo-libéraux ne se refusent plus à agir, ils estiment qu'une politique anticyclique est nécessaire. Mais ils fixent avec soin les limites de leur action. Ils sont hostiles à toutes mesures qui, sous prétexte de sauvegarder ce que nous appelons l'équilibre global, susciteraient des déséquilibres partiels. Ils sont donc opposés aux mesures dites sélectives. Elles sont, hélas, nombreuses dans mon pays. Le crédit y est sélectif ; les importations et les exportations également. Les néo-libéraux demandent que des mesures globales soient prises dans le domaine du budget et dans celui du crédit et, si la balance des revenus extérieurs est déséquilibrée, ils témoignent de la plus grande méfiance pour les « trucs » divers qui sont proposés par les dirigistes et les empiristes. Ils exigent le recours à une méthode globale, simple, honnête, quoique désagréable parfois pour certains intérêts.

Telles sont, me semble-t-il, quelques unes des positions essentielles des néo-libéraux en matière économique. Leurs conceptions sont assez analogues en matière politique et c'est par leur exposé que je terminerai.

III

Les néo-libéraux croient aux vertus et à la force de la liberté. Mais ils pensent que cette liberté a besoin d'être aidée et défendue.

A longue échéance, le développement des sociétés ne peut que tendre vers la liberté ; il assurera le triomphe final de la démocratie dans le monde et l'établissement d'un ordre universel fondé sur le respect d'autrui. Cet ordre devra logiquement prendre un caractère fédéral.

Mais les néo-libéraux n'ont plus l'optimisme des libéraux d'avant 1914. Ceux-ci étaient persuadés qu'aucune force ne se mettrait en travers d'une évolution favorable. Ils étaient assurés que cette vision quelque peu paradisiaque du monde correspondrait à une réalité très prochaine. Entre eux et nous, hélas il y a eu Hitler ; il y a eu Staline et il y a Khrouchtchev.

Certes, les néo-libéraux sont convaincus qu'une victoire du totalitarisme serait précaire. Après un nouveau Moyen-Age, sans comparaison avec l'ancien, les forces de liberté finiraient par s'épanouir à nouveau. La menace d'une régression transitoire doit cependant être écartée.

Aussi, de même que les néo-libéraux ont combattu Hitler et le régime hitlérien, de même sont-ils prêts à consentir les plus grands sacrifices pour assurer la défense du monde libre à la fois contre la subversion interne et contre une attaque possible venant de l'Est.

Ils sont très sévères à l'égard des attitudes humanistes ou prétendument humanistes selon lesquelles un démocrate ne peut pas avoir d'ennemi à gauche, est nécessairement pacifiste ou neutraliste. Une telle position est à mes yeux celle d'un attardé, plus souvent même celle d'un complice.

Le libéralisme d'aujourd'hui doit être un libéralisme militant ; il ne peut se passer ni du glaive ni du bouclier. Si le néo-libéral se refuse à toute guerre agressive, il ne peut accepter le partage actuel du monde, ni la division de l'Allemagne, ni le maintien en esclavage de l'Europe de l'Est. Il est persuadé, en effet que, devant une volonté suffisamment affirmée, la Russie finira un jour par reculer, parce qu'elle devra reconnaître son incapacité à forger la nouvelle humanité dont elle a rêvé, parce qu'elle se heurtera à une opposition croissante et qu'en conséquence, sa domination constituera pour elle une charge beaucoup plus qu'un avantage, une menace beaucoup plus qu'une sécurité.

Le néo-libéral n'a jamais désespéré de l'homme de l'Est. Pendant des années, cependant, nous nous sommes heurtés aux prétendus réalistes qui nous assuraient que la jeunesse de ces pays de l'Est, parce qu'elle n'avait jamais connu la liberté, allait représenter un type d'humanité tout à fait différente du type traditionnel. Ils nous assuraient, ces réalistes, que le régime avait formé des hommes marxistes qui avaient perdu tout sens de l'individuel, qui ne pensaient plus et n'agissaient plus que dans le sens et pour les intérêts de la collectivité.

Mais Berlin-Est, Potsdam, Budapest et, plus encore, l'exode massif et continu des Allemands qui vont chercher la liberté à l'Ouest — au nombre d'environ 250.000 par an —, ces témoignages bouleversants qui nous sont apportés par tant de réfugiés,

souvent très jeunes, nous donnent l'assurance que le cœur et l'esprit de l'homme ne sont pas une glaise malléable pétrie au gré des maîtres du jour.

Des forces puissantes sont donc en action qui travaillent pour la liberté. Dans ces conditions, les néo-libéraux pensent que le monde occidental doit tenir à tout prix pour assurer la sauvegarde de la civilisation d'aujourd'hui, pour nous-mêmes, pour nos enfants, mais aussi pour les autres, pour tous ceux qui sont dans les fers et qui perdraient l'espérance si nous venions nous-mêmes à être submergés.

Mais un autre défi est lancé à nos sociétés occidentales : celui des pays sous-développés. Il est sûr qu'en raison de leur démographie galopante, par suite de leurs insuffisances quantitatives et, ce qui est plus grave encore, en raison de l'insuffisance qualitative des élites de ces pays, les méthodes libérales n'ont pas donné à ces peuples ce qu'ils en attendaient ; elles n'ont pas permis et ne paraissent pas, à brève échéance, susceptibles de vaincre la misère : d'où la redoutable tentation d'instaurer des régimes totalitaires, des régimes inhumains, certes, mais qui, sur le plan économique, imposent une épargne forcée et affectent cette épargne à des tâches d'intérêt commun profitables à tous.

Je suis cependant persuadé que les techniques autoritaires finiront un jour par être condamnées tant en Asie qu'en Afrique, comme elles le sont déjà dans l'Europe de l'Est. Au cours de ces dernières semaines, lorsque j'ai lu des reportages véritablement hallucinants sur ce qu'on appelle la révolution des communes en Chine, lorsque j'ai pensé au sort de ces millions d'hommes que l'on fait marcher par régiments entiers en les transformant en fourmis, ma conviction s'est renforcée. S'il persévère dans cette voie, Mao-Tsé-Toung prépare une réaction formidable qui finira par emporter son régime.

Mais, pour le proche avenir, je suis inquiet pour l'Inde, pour l'Asie du Sud-Est, pour le Moyen-Orient et pour l'Afrique qui nous touche de si près. J'ai peur que ces pays nous abandonnent, qu'ils sacrifient la liberté parce que, en effet, jusqu'à présent, nous avons été incapables de leur apporter ce qu'ils espéraient.

**

Les Nations libres sont donc, comme vous le voyez, confrontées avec de gigantesques problèmes.

Elles ont des raisons d'espérer. Mais elles ont aussi de terribles raisons de craindre. C'est pourquoi, me semble-t-il, elles ont le devoir de coordonner au plus vite leur action sur les plans économique, politique et militaire : c'est pour elles une question de vie ou de mort.

Je suis persuadé que de simples alliances ne suffisent plus. Des vagues confédérations comme le Commonwealth britannique, ou la nouvelle Communauté que le Général de Gaulle s'efforce de constituer, ont une ossature trop lâche.

Il faut tendre vers des formes fédérales plus fortes. Elles seules peuvent permettre une action commune parce que seules elles imposent des abandons de souveraineté.

Vous connaissez la position des néo-libéraux français au sujet de l'Europe des Six à laquelle vous participez vous et moi : ils ne repoussent pas systématiquement tout projet d'association qui rapprochera les « Six » de leurs autres alliés occidentaux.

Mais ils ne veulent à aucun prix que ces nouveaux liens aient pour effet de détendre les liens économiques qui existent entre nous et que nous avons déjà eu tant de difficultés à nouer.

L'effort entrepris dans nos six pays me paraît jusqu'ici constituer la tâche la plus consistante pour une organisation pleine et entière du monde libre.

Au terme de cet exposé, j'ai l'impression de n'avoir dit que des vérités simplistes et je m'en excuse. Le programme des néo-libéraux est en effet extrêmement simple. C'est un programme de bon sens qui est accueilli favorablement par la grande majorité des citoyens de nos libres pays. Il n'y a pas de recette magique qui nous dispense de l'effort. Pour gagner, il faut lutter. C'est dire que le succès dépend à mes yeux beaucoup moins de la perfection possible d'un programme que de notre opiniâtreté, de notre volonté et de notre force. C'est de l'homme et de sa qualité que tout dépend. Comme je suis libéral, je crois en l'homme et croire en l'homme c'est croire à sa victoire.

